LEGISLATION
28 08. 1980
Transmis à
Overgemaakt aan

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 23 juin 1980, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le chapitre XXIII de la loi générale sur les douanes et accises", a donné le 12 août 1980 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 23e juni 1980 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van hoofdstuk XXIII van de algemene wet inzake douane en accijnzen", heeft de 12e augustus 1980 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Le projet soumis pour avis au Conseil d'Etat ne comporte pas d'intitulé.

Le texte suivant est proposé :

"Arrêté royal modifiant le chapitre XXIII de la loi générale sur les douanes et accises".

PREAMBULE.

A l'alinéa 2, il conviendrait de mentionner la date de l'Accord relatif à la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le Commerce, et d'insérer par conséquent les mots "fait à Genève, le 12 avril 1979" entre les mots "... et le commerce" et "notamment".

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 212 en projet.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Si le déclarant est d'accord sur la valeur ..." (la suite comme au projet).

La même observation vaut pour l'article 214.

.../...

Article 213 en projet.

Cet article contient deux délais de quinze jours qui ne paraissent pas avoir la même valeur juridique, ni être assortis des mêmes précisions.

Ainsi le second délai, celui dans lequel l'inspecteur statue, ne prend cours qu'au jour de la "réception" de la réclamation, tandis que, pour la notification du vérificateur, rien n'est précisé. De même, la décision de l'inspecteur doit être adressée par pli recommandé tandis que cette forme n'est pas prévue pour la notification.

Si le second délai semble bien être un délai d'ordre sans effet juridique, le premier délai apparaît au contraire comme un délai de forclusion de la réclamation. La brièveté du délai de quinze jours et l'absence de forme recommandée de la communication du vérificateur postuleraient, si l'on voulait éviter toute surprise, que le délai de réclamation prenne cours le jour où le déclarant aura eu connaissance de la notification du vérificateur et aura ainsi appris que la valeur qu'il avait déclarée n'est pas acceptée.

Suivant le fonctionnaire délégué, la notification sera faite par lettre recommandée, l'administration souhaitant pouvoir utiliser un procédé semblable au pli judiciaire, de manière à ne faire courir le délai qu'à partir du moment où le déclarant a effectivement eu connaissance de la contestation.

.../...

Cependant le recours au système du pli judiciaire implique la collaboration de la Régie des postes et de la police communale dont les ministres de tutelle n'ont pas été consultés.

Enfin l'article 11.3 de l'Accord impose que l'appelant soit informé de son droit à un recours ultérieur.

Le texte suivant est dès lors proposé :

"Article 213.-

Si le déclarant n'est pas d'accord sur la valeur en douane déterminée par le vérificateur, il adresse dans les quinze jours suivant le jour de la réception de la notification de cette valeur, une réclamation motivée à l'inspecteur des douanes et accises compétent en matière de litiges concernant la valeur des marchandises.

L'inspecteur délivre au déclarant un récépissé, daté et signé, de sa réclamation. Il statue sur celle-ci par une décision motivée qui est adressée au déclarant dans les quinze jours de la réception de la réclamation, par lettre recommandée à la poste ou délivrée contre récépissé.

Cette lettre contient l'indication que le déclarant dispose d'un délai de quinze jours pour introduire un recours auprès de la Cour d'appel".

Article 215 en projet.

Par souci de concordance avec la proposition de texte faite pour l'article 213, il conviendrait de rédiger comme suit la dernière phrase :

.../...

"L'appel est introduit dans les quinze jours suivant le jour de la réception par le déclarant de la notification de la décision de l'inspecteur".

Article 216 en projet.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, le terme "opdrachtgever" doit être remplacé par "gemachtigde". Au même paragraphe, il y a discordance entre le texte néerlandais ("moet worden ondertekend") et le texte français ("peut être signée").

Au paragraphe 2, pour éviter des frais excessifs qui, le cas échéant, tomberont à charge du Trésor, il est suggéré, en accord avec le fonctionnaire délégué, que la dénonciation de la requête à l'inspecteur des douanes soit faite par lettre recommandée à la poste, plutôt que par exploit d'huissier.

Le texte suivant est proposé :

"§ 2. La requête est déposée au greffe de la Cour d'appel et notifiée à l'inspecteur des douanes et accises par lettre recommandée à la poste".

+

Au paragraphe 3, les mots : "par l'intermédiaire de l'avocat de l'administration" n'ont d'intérêt que pour le service interne de l'administration et doivent être omis de la loi générale. Au demeurant, l'administration ne peut se priver de la possibilité, en cas d'urgence, de déposer elle-même le dossier de l'affaire.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"§ 3. Aussitôt après la réception de la notification prévue au paragraphe 2, l'inspecteur envoie au directeur régional des douanes et accises une copie certifiée conforme de la décision attaquée ainsi que toutes les pièces relatives au litige. Le directeur régional fait déposer immédiatement cette décision et ces pièces au greffe de la Cour d'appel. Le même jour, par lettre recommandée à la poste, le directeur régional informe le requérant de ce dépôt".

Article 217 en projet.

Le terme "cautionnement" est utilisé dans deux sens différents : au paragraphe 1er dans le sens de dépôt d'une somme d'argent et au paragraphe 2 dans le sens d'un contrat de caution couvrant à la fois la caution réelle et la caution personnelle.

Il est proposé de supprimer les paragraphes et d'écrire à la fin du paragraphe 1er qui deviendrait l'alinéa 1er,

"... moyennant un cautionnement pour les droits déterminés par l'administration",

et pour le paragraphe 2 devenant l'alinéa 2 :

"Le cautionnement fait l'objet soit d'un dépôt en numéraire au bureau des douanes soit de la caution d'une banque ou d'une compagnie d'assurances, aux conditions prévues à l'article 289".

.../...

Article 218 en projet.

Les marchandises n'étant pas saisies, il est impropre de parler de "mainlevée" à leur égard dans le texte français.

Le texte suivant est proposé :

"§ 1er. Lorsque la valeur en douane ne peut être déterminée ni sur le vu d'échantillons ou d'une partie des marchandises, ni sur présentation de documents commerciaux ou de prospectus, l'administration peut s'opposer à l'enlèvement ou au déplacement des marchandises, pour le tout ou pour partie".

"§ 2. Le dommage éventuellement causé par une rétention illégale des marchandises peut, à la demande du propriétaire de celles-ci ou d'une personne qui y est intéressée, donner lieu à une indemnisation dans la limite prévue par l'article 278. En ce cas, les dommages-intérêts seront calculés d'après le nombre de jours qui se sont écoulés depuis la date de la notification prévue à l'article 211 jusqu'à la décision autorisant l'enlèvement des marchandises".

OBSERVATION FINALE.

Le contreseing du Ministre de la Justice est indispensable en raison de la compétence nouvelle que le projet attribue à la Cour d'appel.

OPSCHRIFT.

Het voor advies aan de Raad van State voorgelegde ontwerp heeft geen opschrift.

Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit tot wijziging van hoofdstuk XXIII van de algemene wet inzake douane en accijnzen".

AANHEF.

In het tweede lid dient melding te worden gemaakt van de datum van de Overeenkomst inzake de toepassing van artikel VII van de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel; men voege daartoe de woorden "opgemaakt te Genève, op 12 april 1979" in tussen de woorden "en Handel" en "inzonderheid op de artikelen".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Ontworpen artikel 212.

In deze bepaling kan beter worden gelezen :

"... en betaalt hij de verschuldigde rechten".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 214.

.../...

Ontworpen artikel 213.

Dit artikel stelt twee termijnen van vijftien dagen die niet dezelfde juridische waarde lijken te hebben en niet in dezelfde mate gepreciseerd lijken te zijn.

Zo gaat de tweede termijn - die binnen welke de inspecteur beslist - eerst in op de dag van "ontvangst" van het bezwaarschrift, terwijl voor de kennisgeving door de verificateur niets gepreciseerd is. Ook moet de beslissing van de inspecteur bij een ter post aangetekende brief worden toegezonden, terwijl die formaliteit niet voorgeschreven is voor de kennisgeving.

Lijkt de tweede termijn wel degelijk een termijn van orde zonder rechtsgevolg te zijn, de eerste daarentegen lijkt te zijn voorgeschreven op straffe van verval van het bezwaarschrift. Daar de termijn slechts vijftien dagen is en de kennisgeving door de verificateur niet bij een ter post aangetekende brief dient te geschieden, zou de bezwaartermijn - om verrassingen te voorkomen - moeten ingaan de dag dat de aangever kennis krijgt van het bericht van de verificateur en daardoor verneemt dat de door hem aangegeven waarde niet aanvaard is.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zal de kennisgeving bij een ter post aangetekende brief geschieden, daar de administratie wenst te werken met een procédé als dat van de gerechtsbrief, zodat de termijn eerst ingaat op het tijdstip dat de aangever werkelijk kennis heeft gekregen van de betwisting.

.../...

Werken volgens het procédé van de gerechtsbrief veronderstelt echter de medewerking van de Regie der Posterijen en van de gemeentelijke politie, maar het advies van de ministers onder wie deze ressorteren is niet gevraagd.

Ten slotte schrijft artikel 11.3 van de overeenkomst voor dat aan de appellant kennis moet worden gegeven van zijn recht op een later beroep.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 213.-

Indien de aangever niet akkoord gaat met de door de verificateur vastgestelde douanewaarde, richt hij binnen vijftien dagen na de dag van ontvangst van de kennisgeving van die waarde een met redenen omkleed bezwaarschrift aan de inspecteur der douane en accijnzen die bevoegd is inzake geschillen betreffende de waarde van de goederen.

De inspecteur geeft aan de aangever een gedagtekend en ondertekend ontvangbewijs van zijn bezwaarschrift af. Hij beschikt op het bezwaarschrift bij een met redenen omklede beslissing, die binnen vijftien dagen na ontvangst van het bezwaarschrift aan de aangever gericht wordt bij een brief die ter post aangetekend of tegen ontvangbewijs afgegeven wordt.

Die brief bevat de vermelding dat de aangever over een termijn van vijftien dagen beschikt om beroep in te stellen bij het Hof van beroep".

.../...

Ontworpen artikel 215.

Vooral ter wille van de overeenstemming van de tweede volzin van dit artikel met het voor artikel 213 gedane tekstvoorstel, redigeren men de tekst als volgt :

"Artikel 215.-

Tegen de in artikel 213 bedoelde beslissing van de inspecteur der douane en accijnzen kan beroep worden ingesteld bij het Hof van beroep van het gebied waarin het douanekantoor waar de aangifte van de goederen werd gedaan, gelegen is. Het beroep wordt ingesteld binnen vijftien dagen na de dag waarop de aangever de kennisgeving van de beslissing van de inspecteur ontvangen heeft".

Ontworpen artikel 216.

In paragraaf 1 moet het woord "opdrachtgever" worden vervangen door "gemachtigde". Voorts is er gemis van overeenstemming tussen het Nederlandse "moet worden ondertekend" en het Franse "peut être signée".

Met betrekking tot paragraaf 2 wordt, ter voorkoming van overdreven onkosten die in voorkomend geval ten bezware van de Staatskas zouden komen, in overweging gegeven - en de gemachtigde ambtenaar is het hiermee eens - van het verzoekschrift bij een ter post aangetekende brief aan de inspecteur der douane kennis te geven, liever dan het hem bij exploot van gerechtsdeurwaarder te doen betekenen.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 2. Het verzoekschrift wordt neergelegd ter griffie van het Hof van beroep en bij een ter post aangetekende brief wordt kennis ervan gegeven aan de inspecteur der douane en accijnzen".

+

In paragraaf 3 hebben de woorden "door bemiddeling van de advocaat van de administratie" alleen belang voor de interne dienst van de administratie; zij behoeven in de algemene wet niet voor te komen. De administratie mag overigens niet de mogelijkheid uit handen geven om, in spoedgevallen, het dossier van de zaak zelf neer te leggen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 3. Dadelijk na ontvangst van de in paragraaf 2 bedoelde kennisgeving zendt de inspecteur aan de gewestelijke directeur der douane en accijnzen een voor eensluidend verklaard afschrift van de bestreden beslissing alsmede alle stukken betreffende het geschil. De gewestelijke directeur doet die beslissing en die stukken onmiddellijk neerleggen ter griffie van het Hof van beroep. Dezelfde dag geeft hij, bij een ter post aangetekende brief, aan de verzoeker kennis van die neerlegging".

.../...

Ontworpen artikel 217.

De term "borgtocht" is in twee verschillende betekenissen gebruikt : in paragraaf 1 in de zin van bewaargeving van een geldsom, in paragraaf 2 in de zin van een contract van borgtocht dat zowel de zakelijke als de personele borgtocht dekt.

Voorgesteld wordt de paragraaftekens weg te laten en aan het slot van wat nu paragraaf 1 is en dan het eerste lid zou worden, te schrijven :

"mag de aangever niettemin over zijn goederen beschikken onder borgtocht voor de door de administratie vastgestelde rechten".

Paragraaf 2, die het tweede lid wordt, redigere men als volgt :

"De borgtocht bestaat hetzij in een bewaargeving van geld op het douanekantoor, hetzij in de borgstelling van een bank of van een verzekeringsmaatschappij, onder de voorwaarden bepaald in artikel 289".

Ontworpen artikel 218.

Aangezien de goederen niet in beslag genomen zijn, gaat het niet op in dit verband in de Franse tekst te spreken van "la mainlevée".

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 1. Wanneer de douanewaarde niet kan worden vastgesteld op zicht van monsters of van een gedeelte der goederen, noch aan de hand van handelsdocumenten of prospectussen, kan de administratie zich ertegen verzetten dat de goederen geheel of gedeeltelijk worden weggehaald of verplaatst.

§ 2. De schade die mocht zijn veroorzaakt door ongewettigd inhouden van de goederen kan op verzoek van de eigenaar van die goederen of van een persoon die er belang bij heeft, aanleiding geven tot vergoeding binnen de grens bepaald in artikel 278. In dat geval wordt de schadevergoeding berekend over het aantal dagen dat verstreken is vanaf de dag van de in artikel 211 bedoelde kennisgeving tot de beslissing waarbij het weghalen van de goederen wordt toegestaan".

SLOTOPMERKING.

Medeondertekening door de Minister van Justitie is volstrekt noodzakelijk, wegens de nieuwe bevoegdheid welke het ontwerp aan het Hof van beroep verleent.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANDER STICHELE, conseillers d'Etat,
F. DEBAEDTS, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.